
Le champ politique camerounais à l'étranger à travers l'hégémonisme structurel aux controverses des parties politiques

Moïse Tchingankong Yanou^{*1,2,3}

¹Université de Yaoundé II (UYII) – BP: 18 Soa, Cameroun

²Centre d'Etudes et de Recherches en Dynamiques Administratives et Politiques (CERDAP) – BP: 1322 Yaoundé, Cameroun

³Groupe interdisciplinaire de Recherche en Science politique (GIRSP) – Cameroun

Résumé

L'octroi du droit de vote au Camerounais de l'étranger par la loi du 13 juillet 2011, reconfigure le champ politique au Cameroun. Avec la possibilité pour les citoyens résidents à l'extérieur de prendre part aux scrutins présidentiels et référendaires à partir des bureaux de vote établis dans leurs pays de résidence le jour de l'élection, contrairement à l'obligatoire qui leur était demandée d'effectuer le déplacement pour leur pays d'origine afin de pouvoir participer par le vote à celle-ci, c'est une déportation des partis politiques vers ce marché de voix qui s'observe. Le corollaire est la reproduction à l'étranger des pratiques caractéristiques de l'ordre autoritaire de la vie politique au pays d'origine : arbitraires du management consulaire à l'endroit des Camerounais, rétribution opportuniste des hommes politiques, concurrence déloyale des militants ou démobilitation collective de ceux-ci et verrouillage du vote de l'étranger, retranchement lucide des partis, etc. Toutes ces pratiques sont restituées dans le cadre d'un jeu de controverses délimité par le parti au pouvoir, dont les responsables misent sur leur discours patriotique, et, des partis de l'opposition qui eux mobilisent des récits objectivant l'espoir d'un changement certain dans le pays natal. L'étude, qui se limite à l'espace commun de l'Union européen, a pour objectif de dévoiler l'hégémonisme structurel aux controverses entre partis politiques comme moteur du champ politique à l'étranger. Pour y parvenir, le matériau sera constitué à partir des données sur les déplacements des responsables de deux partis politiques. Le Rassemblement Démocratique du Peuple camerounais (RDPC) qui contrôle la majorité au pouvoir et le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), formation politique de l'opposition. Il s'agit des seuls partis du champ politique camerounais dont les responsables ont effectué, d'octobre 2011 à nos jours, plusieurs déplacements à l'étranger pour s'entretenir avec leurs compatriotes y résidant. Des entretiens seront réalisés au Cameroun pour disposer des représentations, qu'ont ces responsables du RDPC et du MRC, de la diaspora et vice-versa. Ceux-ci seront complétés par des entretiens effectués, par intermittence, entre juillet 2015 et avril 2017, en France et en Belgique, avec des leaders de l'activisme politique camerounais dans ces deux pays d'Europe. C'est dans cette perspective que des responsables en fonction ou pas des sections du RDPC de France ont été rencontrés. Ces données discursives seront croisées à celles issues de l'exploitation documentaire. Il faut en effet disposer des prises de positions des autorités consulaires camerounaises. Plus encore les discours du président de la République, Paul Biya, et ceux du président national du MRC, Maurice Kamto, tous deux rencontrant leurs compatriotes en Europe, ne pourront être obtenus qu'à travers les ressources documentaires.

*Intervenant

Mots-Clés: Parti politique, diaspora, controverse, champ politique, ailleurs, hégémonisme